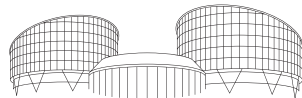


APERÇU DE LA JURISPRUDENCE DE LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME

2016



EUROPEAN COURT OF HUMAN RIGHTS
COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

WOLF LEGAL PUBLISHERS



Publié par
Wolf Legal Publishers (WLP)
P.O. Box 313
5061 KA Oisterwijk
Pays-Bas
info@wolfpublishers.nl
www.wolfpublishers.com

Imprimé sur demande par Digiforce (Vianen, Pays-Bas) sur papier FSC (www.fsc.org)

Toute personne souhaitant reproduire et/ou traduire tout ou partie de cette publication, sous forme de publication imprimée ou électronique, ou sous tout autre format, est priée de s'adresser à publishing@echr.coe.int pour connaître les modalités d'autorisation.

Cette publication peut être citée en mentionnant la source comme suit : « Aperçu de la jurisprudence de la Cour en 2016 ».

Cette publication peut être téléchargée à l'adresse suivante : www.echr.coe.int (Jurisprudence/Analyse jurisprudentielle/Aperçu de la jurisprudence).

Pour toute nouvelle information relative aux publications, veuillez consulter le compte Twitter de la Cour : twitter.com/echrpublication.

Photo de la couverture : Conseil de l'Europe

© Conseil de l'Europe – Cour européenne des droits de l'homme, 2017

ISBN : 978-94-624-0382-6

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS DE L'ÉDITION 2015	7
INTRODUCTION	9
COMPÉTENCE ET RECEVABILITÉ.....	15
Jurisdiction des États (article 1)	15
Recevabilité (articles 34 et 35)	16
<i>Locus standi</i> (article 34)	16
Aucun préjudice important (article 35 § 3 b))	18
DROITS « CARDINAUX »	21
Droit à la vie (article 2)	21
Enquête effective	21
Expulsion	24
Interdiction de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants (article 3)	26
Traitement inhumain ou dégradant	26
Traitement dégradant	27
Peine inhumaine ou dégradante	29
Enquête effective	31
Expulsion	32
Détenion	37
Interdiction de l'esclavage et du travail forcé (article 4)	44
Travail requis des détenus (article 4 § 3 a))	44
Droit à la liberté et à la sûreté (article 5)	45
Arrestation ou détention régulière (article 5 § 1)	45
Mineur (article 5 § 1 d))	46
Caractère raisonnable de la détention provisoire (article 5 § 3)	48
Contrôle de la légalité de la détention (article 5 § 4)	50
DROITS RELATIFS AUX PROCÉDURES	53
Droit à un procès équitable en matière civile (article 6 § 1)	53
Applicabilité	53

Accès à un tribunal	54
Équité de la procédure.....	61
Droit à un procès équitable en matière pénale (article 6 § 1).....	64
Accès à un tribunal	64
Équité de la procédure.....	66
Présomption d'innocence (article 6 § 2)	67
Droits de la défense (article 6 § 3).....	69
Se défendre avec l'assistance d'un défenseur (article 6 § 3 c)	73
Autres droits relatifs au procès pénal.....	76
Pas de peine sans loi (article 7)	76
Droit à ne pas être jugé ou puni deux fois (article 4 du Protocole n° 7).....	80
Interdiction des expulsions collectives d'étrangers (article 4 du Protocole n° 4)	83
Droit à un recours effectif (article 13)	84
AUTRES DROITS ET LIBERTÉS.....	87
Droit au respect de sa vie privée et familiale, de son domicile et de sa correspondance (article 8)	87
Vie privée	87
Vie familiale.....	100
Domicile	103
Correspondance	106
Liberté de pensée, de conscience et de religion (article 9)	107
Liberté de religion	107
Manifester sa religion ou sa conviction	109
Obligations positives	110
Liberté d'expression (article 10).....	111
Applicabilité.....	111
Liberté d'expression	112
Liberté de la presse.....	118
Liberté de recevoir et de communiquer des informations	121
Liberté de réunion et d'association (article 11)	128
Liberté de réunion pacifique.....	128
Liberté d'association.....	131
Interdiction de discrimination (article 14).....	136
Article 14 combiné avec l'article 8.....	136
Article 14 de la Convention combiné avec l'article 1 du Protocole n° 1 ...	144

Article 14 de la Convention combiné avec l'article 2 du Protocole n° 1 ...	146
Article 14 de la Convention combiné avec l'article 3 du Protocole n° 1 ...	148
Protection de la propriété (article 1 du Protocole n° 1).....	149
Applicabilité.....	149
Respect des biens.....	151
Réglementer l'usage des biens.....	152
Droit à des élections libres (article 3 du Protocole n° 1).....	153
AUTRES DISPOSITIONS DE LA CONVENTION.....	157
Limitation de l'usage des restrictions aux droits (article 18).....	157
Radiation du rôle (article 37).....	159
LISTE DES AFFAIRES CITÉES.....	165

AVANT-PROPOS DE L'ÉDITION 2015

Je salue la décision de publier chaque année dans un volume distinct l'aperçu des principaux arrêts et décisions de la Cour. Cet aperçu de la jurisprudence figure également dans les rapports annuels de la Cour, mais le fait de le publier aussi séparément reflète la priorité que celle-ci accorde à l'amélioration constante de la diffusion de sa jurisprudence. C'est un domaine dans lequel elle est particulièrement active depuis plusieurs années, comme en attestent l'attention qu'elle ne cesse d'apporter au développement de la base de données HUDOC et les activités importantes de publication qu'elle mène en ce sens: notes d'information sur la jurisprudence, *Guide pratique sur la recevabilité*, guides et fiches thématiques sur la jurisprudence.

Il est essentiel, en effet, que cette jurisprudence soit connue et appliquée au niveau national. Je voudrais rappeler que, dans la Déclaration de Bruxelles (27 mars 2015), les membres de la Conférence de haut niveau sur « La mise en œuvre de la Convention européenne des droits de l'homme, notre responsabilité partagée » ont insisté sur « l'importance de promouvoir davantage, en application du principe de subsidiarité, la connaissance et le respect de la Convention au sein de toutes les institutions des États parties, y compris les juridictions et les parlements ».

Je suis convaincu que cette nouvelle initiative va dans le sens de cette démarche. La connaissance de la jurisprudence de la Cour est un élément crucial pour la bonne application de la Convention au niveau national. Cette publication tombe aussi à point nommé, puisqu'elle coïncide avec l'ouverture du réseau des cours supérieures, qui vise à offrir un moyen pratique et utile d'échanger des informations sur la jurisprudence relative à la Convention et sur les sujets connexes.

L'*Aperçu* est conçu pour présenter les affaires les plus importantes parmi celles que la Cour a eu à traiter sur la période à laquelle il se rapporte. Les affaires sont sélectionnées par le service du juriconsulte en fonction de leur intérêt jurisprudentiel. Il peut s'agir d'affaires qui soulèvent des questions d'intérêt général, qui posent de nouveaux principes ou qui développent ou précisent la jurisprudence. Bien évidemment, l'*Aperçu* porte sur des arrêts et décisions publiés dans le *Recueil des arrêts et décisions* de la Cour. Il s'agit d'en faire ressortir les aspects

saillants, pour permettre au lecteur de saisir l'importance jurisprudentielle des différentes affaires.

Enfin, je voudrais remercier la maison d'édition Wolf Legal Publishers d'avoir permis la réalisation de cette publication. Les éditions 2014 et 2015 sont publiées en même temps. Je ne doute pas que l'*Aperçu* s'imposera comme une source essentielle d'information sur la jurisprudence de la Cour, au bénéfice de tous ceux qui œuvrent à la protection des droits de l'homme.

Guido Raimondi
Président de la Cour européenne
des droits de l'homme
Strasbourg, février 2016